

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Le Havre : les psychologues de l'orientation de l'Éducation nationale se sentent plus que jamais menacés

Arnaud ROUXEL

5-6 minutes

Le ballet incessant des collégiens, lycéens, étudiants et parents, devant les trois pupitres de leur stand du carré des Docks, montre qu'ils comptent bel et bien sur eux pour trouver leur voie. En ce samedi, les psychologues de l'Éducation nationale du Havre ne chôment pas au Salon de l'étudiant. Pourtant, ils n'ont jamais senti leur profession aussi menacée qu'en cette fin d'année. Près d'eux, une pétition intersyndicale datant déjà de 2018 est proposée aux visiteurs, rappelant que l'inquiétude est loin d'être récente. « *J'ai distribué 400 tracts à l'entrée* », explique aussi François Bertaud, psychologue élu Snes-FSU de l'Académie de Rouen et au niveau national, qui avait déjà tiré la sonnette d'alarme en février, alors qu'allait se dérouler la Nuit de l'orientation à la CCI du Havre.

Ses collègues et lui travaillent dans des Centres d'information et d'orientation (CIO), tel que celui sis quai de Southampton. Or, le ministère a annoncé, il y a maintenant de très longs mois, vouloir supprimer une majorité d'entre eux – « *les deux tiers* » dit le syndicaliste – pour n'en conserver qu'un ou deux par département. Sachant que la Seine-Maritime en compte treize, dont trois dans la seule agglomération havraise.

Plutôt que de recevoir des personnes parfois décrochées du système, en recherche de conseils personnalisés, sur la scolarité et l'orientation, dans ces antennes ouvertes toute l'année, y compris lors des vacances, la plupart des 120 psys de l'Académie interviendraient dans les établissements scolaires, où ils animent déjà des permanences et vont au contact d'élèves en difficulté. « *On nous parle des lycées, mais quid des collèges ?* », s'interroge une psy, entre deux consultations au Carré des Docks. L'inquiétude a évidemment aussi gagné les personnels administratifs de ces structures.

Perte de neutralité

Et elle n'a pas dégonflé lorsque les Régions, en début d'année, ont pris en charge la gestion de l'information sur les formations, filières et métiers. Avec la crainte que la collectivité, dans sa vision politique, privilégie les placements liés aux besoins économiques au détriment de l'individualisation des choix. « *Les effectifs des Dronisep (Délégations régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions ; Onisep) vont être réduits. De nouveaux recrutements auront lieu. Nos collègues qui y travaillent devront postuler à un poste !* », poursuit le représentant du Snes-FSU. « *Ils font de la collecte d'informations, de la recherche auprès des établissements et dans le bassin d'emploi, dans la neutralité. Ce ne sera plus neutre dans les organisations des régions* », estime-t-il.

Des profs pour les remplacer ?

Le 19 novembre, le député Jean-Paul Lecoq a relayé ces appréhensions dans un courrier au ministre : « *La transformation du métier des psys (de l'Éducation nationale) en ingénieurs afin*

qu'ils appliquent les plans d'action régionaux en réduisant l'orientation aux résultats scolaires et aux besoins d'emplois dans les territoires est inconcevable. »

« C'est la survie du service public de l'orientation de l'Éducation nationale qui est en jeu avec ces démantèlements », martèle François Bertaud. Attendu et sorti en juin dernier, le rapport Charvet sur une réforme de l'orientation comme « enjeu état-région » n'a fait que renforcer l'angoisse. « On veut installer dans chaque lycée un référent orientation. Mais ce sera un enseignant qui serait juge et partie avec l'élève. Pas un psychologue. On mettrait en place une certification... »

« Une privatisation en marche »

« Ce n'est pas pour rien que nous sommes psychologues. La personnalité est essentielle pour orienter un élève. À partir de ce rapport, que va décider le ministre ? Nous n'avons aucune information », regrette Christelle Milan, l'une des psychologues du CIO du Havre. Va-t-il survivre ? « Blanquer devait s'exprimer en octobre, mais ne l'a pas fait. Il joue la montre, laisse la situation se pourrir. Et va laisser les directions se débrouiller pour réaliser des fermetures à faible bruit », affirme François Bertaud. « Pendant ce temps, des officines privées proposant des bilans d'orientation coûtant plusieurs centaines d'euros se positionnent sur le marché. Comme près d'un lycée du Havre. C'est une privatisation qui est en marche. Alors que par rapport au service rendu aujourd'hui, nous ne coûtions pas cher », dit le psy, soulignant une baisse de 40 % de participation, l'an dernier, au concours de la profession. Qui sera dans la rue le 5 décembre, annonce le Snes.

CIO du Havre, 17 quai de Southampton. Tel. 02.32.08.98.41.